



La libéralisation du commerce profitera nettement aux exportateurs canadiens qui sont, en grande majorité, des petites et moyennes entreprises. Les entreprises canadiennes sont de classe mondiale, et nos échanges dans le secteur des services devraient augmenter considérablement. Cela aura pour effet d'accroître la productivité et la concurrence, et de faciliter l'accès à la technologie, à l'investissement et aux consommateurs.

Le pays dans son ensemble en sortira gagnant : les travaux de recherche sont de plus en plus nombreux à indiquer que l'ouverture du commerce entraîne de meilleurs emplois, des revenus plus élevés, des recettes plus importantes pour les programmes sociaux et de meilleurs prix pour les consommateurs. Aussi, dans le cadre d'un système équitable et fondé sur des règles, tous les pays, y compris les pays en développement, en sortiront gagnants.

Le Programme de Doha pour le développement aborde un certain nombre des préoccupations clés du Canada, notamment l'accès aux produits agricoles, la clarification des règles sur les droits antidumping et les subventions, la transparence des marchés publics, la poursuite de la libéralisation du secteur des services, la facilitation du commerce électronique et la réduction des formalités administratives. Un train de mesures destiné à aider les pays en développement à s'adapter aux règles de l'OMC reflète également les priorités canadiennes défendues dans ces négociations. Enfin, comme d'habitude, le Canada n'a entrepris aucune négociation visant à ouvrir ses secteurs de la santé, de l'enseignement public et de la culture.

